

**Mémoire pour les consultations prébudgétaires  
organisées en prévision du prochain budget fédéral**

**par :**

**la Fédération canadienne des municipalités**

## Recommandations

- **Recommandation 1** : Que le gouvernement s'engage dans une collaboration profonde et significative avec les municipalités et tous les ordres de gouvernement pour relever les défis nationaux.
- **Recommandation 2** : Que le gouvernement collabore avec les municipalités pour stimuler la croissance économique en renforçant l'expertise locale et en donnant la priorité à des investissements judicieux dans les infrastructures et le transport public.
- **Recommandation 3** : Que le gouvernement collabore avec les municipalités pour promouvoir l'inclusion et le mieux-être communautaire en s'attaquant à l'abordabilité du logement, en donnant la priorité à l'accès à l'infrastructure numérique et en veillant à ce que les politiques et les programmes fédéraux tiennent compte des besoins des régions rurales.
- **Recommandation 4** : Que le gouvernement collabore avec les municipalités pour bâtir des communautés plus résilientes en intensifiant les efforts locaux d'adaptation au climat et d'atténuation des effets du changement climatique et en renforçant la capacité des municipalités d'évaluer les risques climatiques et d'y faire face.

Mesdames et Messieurs les membres du Comité des finances,

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) regroupe quelque 2 000 municipalités du Canada, représentant plus de 90 % de la population canadienne. Nos membres sont des collectivités urbaines, rurales, nordiques et éloignées de toutes tailles. Au nom de nos membres, j'ai le plaisir de vous faire part de ce résumé des priorités locales en prévision du Budget de 2022.

Nous avons tous beaucoup appris au cours de la pandémie de la COVID-19, et nous avons vu comment la pandémie a exposé les fissures dans les fondations de notre extraordinaire pays. Nous avons vu à quel point la prospérité des gens est inégale et nous avons décidé de devenir plus résistants aux menaces futures, qu'il s'agisse d'un virus ou de changements climatiques. Mais surtout, nous avons appris tout ce que nous pouvons accomplir lorsque nous collaborons ensemble.

La collaboration entre tous les ordres de gouvernement tout au long de la pandémie a été essentielle, et notre partenariat fédéral-municipal a été particulièrement efficace. La FCM félicite le gouvernement fédéral pour les investissements transformateurs qu'il a réalisés dans le cadre du Budget de 2021 et qui permettront la reprise économique dans les collectivités de toutes tailles.

En tant qu'ordre de gouvernement le plus proche des Canadiens, les municipalités voient de près les réelles difficultés que vivent les gens, et nous offrons des solutions qui améliorent la vie. Nous savons ce qui est nécessaire et ce qui fonctionne sur le terrain dans nos propres collectivités, et nous travaillons déjà fort pour offrir de meilleures vies aux Canadiens après la COVID-19, ce qui signifie plus d'emplois, plus de débouchés, plus d'égalité et plus de résilience.

Bon nombre des grands défis du Canada peuvent être relevés en premier lieu, plus rapidement et plus efficacement par le gouvernement local, de l'on parle de la création d'emplois, de logements abordables, de l'inclusion numérique ou de l'adaptation aux changements climatiques. Pour en venir à bout, il faudra une collaboration sans précédent entre les ordres de gouvernement, et les villes et les collectivités devront être directement représentées à la table. Notre expertise de première ligne est essentielle pour veiller à ce que les efforts à l'échelle nationale produisent des résultats concrets pour les Canadiens.

### ***Stimuler la croissance économique***

Donner directement des moyens d'action à l'expertise locale et donner la priorité aux investissements judicieux dans l'infrastructure est un moyen rapide et efficace de stimuler la croissance économique, d'atteindre les objectifs d'émissions nettes zéro et d'améliorer le mieux-être des collectivités. Les municipalités sont responsables de plus de 60 % des infrastructures communautaires qui soutiennent notre économie et notre qualité de vie. Il s'agit des routes, des ponts, des centres de loisirs, des installations de traitement des eaux usées — et plus encore — sur lesquels les gens et les entreprises comptent chaque jour.

Le Fonds de renforcement des capacités communautaires (FRCC) est le meilleur

outil dont disposent les dirigeants locaux pour renforcer les lignes de front du Canada. Il donne directement et de manière prévisible à chaque communauté au Canada les moyens de créer de bons emplois et d'améliorer la qualité de vie sur le terrain. Le gouvernement a doublé le FRCC pour un an dans le cadre du Budget de 2021, ce qui était une mesure importante pour favoriser une reprise forte et ancrée dans la collectivité. Ce financement permet aux dirigeants locaux de lancer des projets d'infrastructure créateurs d'emplois qui répondent aux besoins locaux, qu'il s'agisse de routes plus sûres pour le transport des personnes et des marchandises ou de centres de loisirs plus modernes pour les enfants et les personnes âgées. Puisque chaque dollar investi dans les infrastructures augmente le PIB réel de 1,60 \$, toute mesure visant à doubler en permanence le financement du FRCC contribuera à une reprise post-COVID-19 véritablement nationale.

Les transports en commun, épine dorsale de villes et de collectivités durables et compétitives, sont également essentiels à notre reprise. Chaque dollar investi dans le transport public génère 3 \$ de croissance économique et permet de récupérer une partie des 15 milliards de dollars de productivité que nous perdons chaque année à cause des embouteillages. Dans le Budget de 2021, le gouvernement s'est engagé à fournir un financement permanent sans précédent pour le transport en commun afin de donner aux municipalités et aux organismes de transport en commun l'assurance dont ils ont besoin pour continuer à élargir leurs réseaux de transport en commun à long terme — reliant les personnes, les entreprises, les collectivités et les régions, tout en réduisant les émissions. Nous devons maintenant passer à l'étape suivante et assurer ce financement essentiel par voie législative, en adoptant des lois progressivement à mesure que les programmes actuels prennent fin afin de garantir la continuité et de permettre aux municipalités d'adopter une vision à long terme, en bâtissant des collectivités centrées sur le transport en commun.

Par ailleurs, il est primordial d'offrir un soutien à nos systèmes de transport en commun alors que la pandémie se poursuit. La baisse considérable du nombre d'utilisateurs continue de provoquer des pertes opérationnelles dans tout le Canada, ce qui oblige les villes à envisager de réduire les niveaux de service et les améliorations des immobilisations prévues. Comme on prévoit que le nombre d'utilisateurs restera bien en deçà des taux d'avant la pandémie pendant plusieurs années, ce genre de compressions serait ressenti de façon disproportionnée par les millions de Canadiens qui comptent sur le transport en commun pour accéder aux services essentiels et participer à la vie économique. Le gouvernement fédéral doit agir pour soutenir les systèmes de transport en commun essentiels alors qu'ils essuient des pertes liées à la pandémie. Les mesures prises pour pallier les dommages causés par la pandémie contribueront à assurer une reprise inclusive pour tous les Canadiens et nous aideront à maintenir le cap en ce qui a trait aux projets d'infrastructure créateurs d'emplois. En l'absence d'un engagement clair de la part des gouvernement fédéral et provinciaux à offrir un soutien continu, les réseaux de transport en commun continueront de subir des pertes sur le plan opérationnel, ce qui retardera une véritable reprise sur le terrain pour les Canadiens, les travailleurs et les entreprises locales.

Nous savons qu'il est important d'assurer les déplacements des gens en toute sécurité pour leur permettre de voir autrui, et ce peu importe où ils habitent. Cette

année, les collectivités rurales et éloignées du Canada ont été dévastées par la perte des services d'autobus intercommunautaires. Nous avons besoin d'action à l'échelle nationale et de nouveaux partenariats pour maintenir ces réseaux de transport essentiels pour les petites collectivités, les entreprises locales et notre économie nationale.

Il existe également des besoins en matière d'infrastructures essentielles qui nécessiteront une attention particulière, notamment en ce qui concerne l'eau et les eaux usées. Les travaux de mises à niveau et d'entretien des systèmes sont essentiels pour assurer le respect de la réglementation fédérale, mais ils s'avèrent être un défi financier de taille, en particulier pour les petites collectivités et les collectivités rurales en l'absence d'une source de soutien qui leur est réservée.

### ***Promouvoir l'inclusion et le mieux-être des collectivités***

Les dirigeants municipaux s'efforcent de développer leurs collectivités d'une manière qui permet de lutter contre les inégalités, de promouvoir l'inclusion et de soutenir les plus vulnérables, tout en améliorant la qualité de vie et en créant des débouchés pour tous. Il s'agit d'une priorité essentielle pour les collectivités de toutes tailles, et le logement est un moyen privilégié d'y parvenir.

La pandémie a aggravé l'itinérance chronique. Pour s'attaquer à ce problème, il est essentiel de garantir l'accès à des logements abordables et supervisés. L'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) est une véritable réussite de la COVID-19 et un exemple d'une profonde collaboration entre le gouvernement fédéral et les municipalités. Elle permet aux administrations municipales de première ligne et à leurs partenaires communautaires de fournir des logements supervisés et abordables aux Canadiens qui vivent une situation d'itinérance chronique. Nous devons tirer parti de ce succès en renforçant l'ICRL et en fournissant des programmes de soutien clés complets pour assurer des résultats à long terme et tracer une voie claire pour mettre fin à l'itinérance chronique dans les collectivités de toutes tailles. La COVID-19 a aussi clairement exposé les répercussions disproportionnées de l'inégalité en matière de logement sur les personnes racialisées et autochtones, ainsi que sur les personnes les plus vulnérables de nos collectivités. S'attaquer aux répercussions disproportionnées de l'inégalité en matière de logement — notamment au moyen d'une stratégie de logement pour les Autochtones vivant en régions urbaines, rurales et nordiques — doit être au centre des conversations sur l'accessibilité au logement pour l'avenir.

La FCM et ses membres savent que tous les éléments du « continuum du logement » sont interreliés : l'augmentation de l'offre de logements locatifs abordables réduira les pressions exercées sur le marché de l'accession à la propriété et préviendra les effets domino qui ont souvent le plus d'incidence sur les personnes ayant les plus faibles revenus. Pour nous attaquer véritablement à la crise du logement au Canada, nous devons être plus ambitieux et aborder le spectre complet des problèmes de logement.

Nous devons augmenter de manière substantielle notre offre de logements locatifs abordables, en préservant et en étendant les options de location sur le marché et hors marché, ce qui permettra d'alléger les pressions sur l'accessibilité au logement pour les propriétaires et les locataires et de paver la voie pour les personnes les plus vulnérables afin de les sortir de l'itinérance. Nous devons également veiller à ce que l'offre de nouveaux logements réponde aux besoins variés des Canadiens, allant des

familles grandissantes à la recherche d'un plus grand espace de vie aux propriétaires vieillissants cherchant à réduire la taille de leur logement, en passant par les personnes et les familles menacées d'expulsion ou n'ayant pas de logement du tout.

Pour s'attaquer au problème de l'accessibilité du logement, il faudra former un partenariat intergouvernemental spécial et intensif, allant au-delà de tout programme. Tous les ordres de gouvernement ont un rôle essentiel à jouer et chacun dispose d'outils particuliers pour contribuer à ce partenariat — y compris le gouvernement fédéral, les provinces et territoires, les municipalités et les gouvernements autochtones.

L'inclusion et le mieux-être des collectivités dépendent également de la capacité des personnes et des entreprises à se brancher à leur communauté grâce à Internet. La pandémie a clairement mis en évidence les problèmes particuliers auxquels font face les habitants des collectivités rurales, isolées, nordiques et de petite taille. L'accès limité et souvent peu fiable à la large bande lors de la transition vers le télétravail, le commerce électronique et l'apprentissage virtuels est devenu une préoccupation majeure. Le Fonds pour la large bande universelle est un outil important, et les dirigeants municipaux ont accueilli favorablement l'ajout de 1 milliard de dollars dans le cadre du Budget de 2021. Nous devons maintenant nous assurer que ces fonds profitent réellement aux collectivités de toutes les régions du Canada et qu'ils favorisent la mise en place de solutions locales qui soutiennent l'infrastructure numérique publique et accessible pour les collectivités mal desservies. Les politiques et les programmes fédéraux doivent être élaborés en tenant compte des besoins des collectivités rurales afin de garantir que les collectivités de toutes tailles en bénéficient.

### ***Devenir plus résilients***

Les municipalités sont en première ligne des événements climatiques extrêmes. Seulement cet été, nous avons observé des vagues de chaleur record et des incendies de forêt dévastateurs qui ont causé d'importants dommages à des foyers, à des entreprises et à des collectivités. Ces phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents et graves.

Les dirigeants locaux tirent déjà le meilleur parti d'outils limités pour protéger leurs résidents. En tant que gouvernements de première ligne, nous menons des projets d'adaptation locaux qui réduisent les émissions et rendent les collectivités plus résistantes à la prochaine inondation ou au prochain incendie, tout en améliorant l'accès des résidents à la nature. Dans le cadre du Budget de 2021, le gouvernement fédéral a reconnu ce rôle en augmentant le financement du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes tout en créant plus de possibilités pour les petites collectivités rurales et éloignées d'accéder à ces fonds importants.

Avec les bons outils, les municipalités sont prêtes à en faire plus. Pour protéger les Canadiens contre les changements climatiques, il faut investir en permanence sur les lignes de front, là où les nouveaux phénomènes météorologiques extrêmes surviennent. Un financement prévisible et à long terme permettant d'intensifier les projets locaux d'atténuation et d'adaptation en matière de climat et de tirer parti des infrastructures naturelles permettrait de bâtir des collectivités plus résistantes au climat,

aujourd'hui et pour les années à venir. Les investissements directs visant à renforcer la capacité des municipalités à évaluer les risques climatiques locaux et à y réagir, ainsi qu'à améliorer la résilience par une réduction des émissions de carbone, constituent un élément essentiel de cette stratégie. Le Fonds municipal vert de la FCM est un mécanisme prêt à l'emploi qui permet d'investir dans l'action climatique et le renforcement des capacités locales, offrant des voies crédibles vers des émissions nettes nulles.

Pour bâtir un Canada plus résilient, un partenariat audacieux et ambitieux est nécessaire. Les Canadiens attendent de leurs gouvernements qu'ils collaborent pour les protéger contre les menaces, qu'il s'agisse d'un virus ou des changements climatiques. Comme ils l'ont montré tout au long de la pandémie, les dirigeants locaux savent ce dont ils ont besoin sur le terrain, et savent comment mettre en place des solutions qui fonctionnent.

### ***Travailler ensemble***

Alors que nous nous dirigeons vers la reprise, tous les ordres de gouvernement doivent être à la table pour obtenir des résultats à long terme pour les Canadiens. Les dirigeants municipaux doivent prendre part à la conversation pour transmettre les connaissances et l'expérience locales qui feront que chaque dollar comptera et produira des résultats pour les Canadiens.

La création de groupes de travail thématiques dans les secteurs politique et technique, comme le nouveau groupe de travail fédéral-municipal sur le logement, qui réunit des fonctionnaires fédéraux et municipaux pour trouver des solutions communes en matière d'accessibilité au logement, contribuera grandement à assurer la coordination des priorités nationales, notamment à tracer la voie vers l'atteinte de l'objectif des émissions nettes nulles, de l'amélioration des services de santé mentale et l'infrastructure numérique. La collaboration avec les gouvernements locaux en vue de maintenir les investissements locaux dans les communautés de ressources aidera à assurer des économies locales fortes dans toutes les régions du Canada. Il est essentiel que tous les ordres de gouvernement collaborent étroitement et coordonnent leurs efforts pour faire avancer les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation.

Tout partenariat productif repose sur la confiance, la compréhension et la volonté d'apprendre et de réapprendre. La FCM et ses membres ont à cœur l'équité ainsi que la lutte contre le racisme et l'oppression systémique. Ces principes doivent orienter la collaboration entre les divers ordres de gouvernement et mener à l'adoption de mesures concrètes.

Le partenariat fédéral-municipal du Canada a fait d'énormes progrès. Nous devons maintenant relever notre plus grand défi, mais aussi saisir à pleins bras la plus grande occasion qui nous est offerte : ressortir de la crise de la COVID-19 plus fort que jamais. Nous avons vu ce que les ordres de gouvernement sont capables de réaliser lorsqu'ils travaillent ensemble. Les dirigeants municipaux sont prêts à retrousser leurs manches et travailler en tant que partenaires.

Sincères salutations,

A handwritten signature in black ink that reads "Joanne Vanderheyden". The signature is written in a cursive style with a large initial 'J'.

**Joanne Vanderheyden**

Présidente de la FCM

Mairesse de la municipalité de Strathroy-Caradoc, en Ontario